

Florian Babusiaux

L'organisation
**Stay
behind**

en Belgique (1949-1991)

Complots, terrorisme et réseaux secrets

Racine

PRÉFACE

Bien des choses s'agitent derrière un mot, comme derrière un livre d'ailleurs. En Belgique, les expressions « Gladio » ou « Stay behind » se promènent rarement seules dans une conversation, et voient souvent surgir de leur ombre un cortège remuant où s'affairent « extrême-droite », « grand banditisme », « tueurs du Brabant », « terrorisme », « stratégie de la tension » et autres spectres sinistres trempés du sang des victimes des « années de plomb » belges, qui ont culminé entre 1983 et 1985. Ce à quoi nous invite ce livre, c'est précisément à faire la part des choses entre deux réalités contemporaines l'une de l'autre, mais qu'il faut s'attacher à distinguer avant de comprendre si des liens existent effectivement entre elles : les réseaux dormants mis en place dans le contexte de la Guerre froide d'une part, et de l'autre les groupuscules extrémistes et les affaires criminelles qui ont agité celle-ci. Pour ce faire, Florian Babusiaux entreprend dans ce livre de remettre toute l'information à plat pour réévaluer sur une base solidement documentée la part des faits avérés et celle des mythes montés en épingle, mais aussi celle des incertitudes qui demeurent faute de données fiables et accessibles. Ce faisant, il nous offre une vision complètement neuve de la manière dont se sont constitués les principaux mythes entourant le « Gladio », mais aussi une analyse d'une précision sans précédent de l'organisation, du mode de fonctionnement et des activités des réseaux eux-mêmes, et ce grâce à des sources inédites, aux témoignages de plusieurs membres de ces réseaux, et aux travaux les plus récents d'historiens belges et étrangers. Florian Babusiaux a d'ailleurs contribué précédemment au numéro 8 des Cahiers d'Études du Renseignement, publié en 2017 par le *Belgian Intelligence Studies Centre* (BISC) et entièrement consacré au *Stay behind* en Belgique et ailleurs en Europe.

L'avenir nous dira dans quelle mesure il s'avérera possible d'aller plus loin encore, mais pour l'heure, ce livre permet au grand public comme aux chercheurs chevronnés d'avancer considérablement dans leur compréhension des réseaux Stay behind en Belgique

pendant la Guerre froide et des représentations qu'ils ont générées depuis lors. Un de ses grands intérêts est en effet de les envisager tant en termes d'histoire du renseignement que d'histoire culturelle, et sur cette base de s'engager de plain-pied dans le débat qui fait rage autour de ces réseaux depuis la divulgation de leur existence, il y a de cela près de trente ans. En ce sens, Florian Babusiaux fait œuvre d'historien engagé, non pas au profit d'un mouvement politique ou d'une quelconque idéologie, mais dans le sens d'un historien qui ne se soustrait pas aux implications de l'histoire du Temps présent. Étudier les phénomènes des dernières décennies, dont les acteurs sont toujours en vie, dont le souvenir hante et divise l'opinion et dont les conséquences les plus directes affectent encore nos vies, constitue en soi un engagement sociétal, que l'historien en soit conscient ou non. Florian Babusiaux est de ceux qui en sont conscients et qui n'hésitent pas à prendre position, une position sincère, tendue entre fermeté et prudence comme le sont celles qu'habite la recherche de la vérité – une vérité que l'on peut approcher, mais jamais saisir définitivement – au milieu du tumulte des opinions et des professions de foi.

C'est ici que je profite de la plume qu'il me tend pour suggérer toutes ces choses qui s'agissent derrière un livre, à commencer par la somme considérable de travail et d'opiniâtreté qu'il a fallu à son auteur pour lui donner vie. Depuis les premiers pas de ses investigations, Florian Babusiaux a été confronté à toute la gamme des difficultés que peut rencontrer un chercheur : sources inaccessibles, portes closes, fausses pistes, promesses déçues, démarches sans lendemain, et autres déceptions. Là où beaucoup auraient fini par abandonner, Florian Babusiaux a persévéré, franchi ou contourné les obstacles, menant successivement à terme un mémoire, un article, puis un livre, sans jamais cesser de saisir les occasions d'échange, ni de retravailler et d'enrichir son propos. D'un ouvrage, le lecteur peut dégager par lui-même la pertinence du sujet, l'intelligence de l'analyse ou l'élégance de la forme. Qu'il soit simplement permis ici au préfacier de lui suggérer les réserves de courage et de ténacité – qualités essentielles à l'historien comme à tout chercheur – qu'il aura fallu à son auteur pour mener à bien un tel projet sur un tel sujet. C'est à ce prix que le labeur de l'auteur permet au lecteur d'en récolter les fruits.

Emmanuel Debruyne

Professeur d'histoire contemporaine, UCLouvain

INTRODUCTION

Nivelles.

C'était il y a 40 ans, le 17 septembre 1983.

Il est minuit.

Sur le parking du Colruyt, chaussée de Bruxelles, se trouve un couple venu faire le plein à la pompe du magasin. Il est abattu sans sommation par des hommes alors en train de cambrioler l'enseigne. L'alarme est déclenchée. Quelques minutes après, une voiture de la gendarmerie s'approche. Loin de fuir, les truands restent calmes et font feu sur les gendarmes. Ils en abattent un. Ils repartent, sans se presser, à deux voitures, vers Braine l'Alleud. Ils sont alors pourchassés par une voiture de la police de Braine. Subitement, les bandits s'arrêtent et prennent les policiers arrivés à leur hauteur sous des feux croisés. Puis ils s'évanouissent dans la nature. Un policier brainois témoigne : « On poursuivait les deux voitures qui ont brusquement stoppé. Un homme est sorti [...], un fusil à la main. Il a tiré en avançant vers nous et en continuant à pomper. De l'autre voiture [...], un autre est aussi sorti avec un fusil. J'ai été touché à la tête et à l'épaule. C'était comme un guet-apens [de] style militaire ». « L'attaque sent le raid commando. Un butin, sans rapport avec les moyens mis en œuvre [...] Tout indique qu'ils cherchaient l'affrontement », écrit un journaliste du *Soir*. C'est, à ce stade, la 10^e attaque attribuée à ces criminels depuis 1982.

En mai 1984, on attaque de nuit la caserne du 3^e Régiment des Chasseurs ardennais à Vielsalm. On cisaille des barbelés et on n'hésite pas à tirer sur le milicien de garde. Des armes sont volées. Ces assaillants-là disparaissent également sans laisser de traces.

À la même époque, des communistes revendiquent des dizaines d'attentats à la bombe dans tout le pays... sans qu'on parvienne à les arrêter.

Mais c'est bien à la fin 1985 que culmine l'horreur : les désormais nommés « tueurs du Brabant » font un carnage à Braine l'Alleud, Overijse et Alost. Ce sont leurs attaques les plus brutales : le bilan est de 16 morts. Les témoins parlent d'un petit groupe d'hommes masqués, parfois habillés comme des militaires, tirant aveuglément, achevant les blessés au sol... Le tout avec un sang-froid terrifiant conservé même lors des affrontements avec la police ou la gendarmerie, auxquelles ils échappent systématiquement.

La Belgique pleure ses morts. Puis, elle cherche les coupables. En vain.

Quelques années plus tard, au crépuscule de la Guerre froide, un mot fait la une des médias européens : « Gladio ». Qu'est-ce donc ? On parle de la découverte de réseaux secrets « *Stay behind* » destinés à résister à une éventuelle invasion des troupes de l'URSS. On révèle progressivement l'existence de pareilles organisations dans la majeure partie des pays d'Europe occidentale. Stupeur ! Les états-majors se taisent. Certains états mettent en place des commissions d'enquête. Le public reçoit quelques informations, au compte-gouttes. Dans une république du sud de l'Europe, on entend dire que ces groupes, à tendance néonazie, pourraient bien avoir fomenté de graves attentats terroristes visant à déstabiliser les institutions...

Chez nous, la question est sur beaucoup de lèvres : et si c'étaient eux, Nivelles, Overijse, Alost ou même Vielsalm ? 40 ans d'existence dans le plus grand secret, un mutisme obstiné face aux accusations et ils n'auraient rien à cacher... ?

Au final, qu'était exactement le *Stay behind* belge ? Qui le composait ? Et surtout, qu'a-t-il fait ?

Pour répondre à ces questions, prenons notre loupe d'historien et menons l'enquête. Revenons d'abord au contexte trouble de la Belgique des années 1980 et aux circonstances de la révélation de l'existence du *Stay behind*. Voyons ce que la littérature qui a été produite à son sujet a à nous apprendre. Décortiquons les discours diffusés chez nous. Étudions l'avis d'académiques. Et, pour couronner le tout, dépassons ce qui a déjà été fait en allant chercher les informations au cœur-même de cette surprenante et très secrète organisation.

Enfin, le public pourra avoir des réponses claires, fermes et définitives.

Chapitre I

LES ANNÉES 1980 EN BELGIQUE : NOS « ANNÉES DE PLOMB »

Introduction : les Anni di piombo en Italie (1969-1980)

Les années 1980: «Nos dix années de plomb» comme, les appela René Haquin, journaliste d'investigation belge renommé qui travailla sur certains des dossiers judiciaires les plus sensibles de l'histoire récente de Belgique. Il ne sera d'ailleurs pas le seul à utiliser ce terme pour désigner l'avant-dernière décennie du xx^e siècle dans le Plat Pays. À quoi renvoie ce terme, et d'où vient-il?

Le terme «années de plomb» est de plus en plus usité dans le débat public à partir de la diffusion du film allemand *Die Bleierne Zeit* de Margarethe von Trotta en 1981¹. C'est tout d'abord en Italie que l'usage du syntagme *Anni di piombo* s'est développé pour désigner la période chronologique qui s'étend de la fin des années 1960 à 1980. Cette période se caractérise par la survenue d'attentats aveugles qui n'ont pas d'objectifs précis à court terme, « mais cherchent à déstabiliser un pouvoir ou un régime politique en minant le contrat qui lie les gouvernés aux gouvernants pris en défaut de protection et de sécurité, par exemple pour acclimater dans l'opinion publique l'idée de la légitimité d'un éventuel coup d'État qui viendrait mettre un terme au désordre [...] ou à des fins de propagande par la terreur ».

Le 12 décembre 1969, un attentat à la bombe fait 16 morts et 88 blessés sur la Piazza Fontana de Milan. Il est attribué à des membres de l'extrême droite néofasciste italienne: un sous-groupe de l'organisation *Ordine Nuovo*. Le 22 juillet 1970, une explosion fait dérailler le train Palerme-Turin, tuant six personnes et en blessant 139 autres. Le 31 mai 1972, à Peteano, une patrouille de carabinieri inspecte un véhicule piégé signalé par un appel anonyme. Le véhicule explose, tuant trois policiers et en blessant deux autres. Vincenzo Vinciguerra, membre d'*Ordine Nuovo*, avouera être responsable du crime. Le 17 mai 1973, une grenade lancée par un anarchiste fait quatre morts et 52 blessés. Un an plus tard, le 28 mai 1974, un

attentat néofasciste, de nouveau, fait huit morts et 103 blessés pendant une manifestation syndicale à Brescia.

La liste est déjà longue, mais on peut encore y ajouter les attentats de l'*Italicus* le 4 août 1974 (une bombe explose dans le train, faisant 12 morts et 48 blessés) ou celui de la gare de Bologne le 2 août 1980 (une bombe y fait 85 morts et 200 blessés). Certains de ces attentats furent remis sur le dos de l'extrême gauche par les extrémistes de droite qui en étaient responsables, ceci afin de discréditer l'extrême gauche et de favoriser l'accession au pouvoir d'une droite forte, démontrée dès lors comme réponse légitime aux attaques de l'extrême gauche. C'est ce qui a été appelé la «stratégie de la tension» dans laquelle s'est probablement trouvé impliqué le réseau *Stay behind* italien, de son nom de code, Gladio, en français «le Glaive».

Au regard de ce triste décompte, la généralisation de l'usage du syntagme *Anni di piombo*, qui exprime avant tout «l'intensité de la violence et la durée dans le temps» et au sein de laquelle la métaphore du plomb renvoie à l'usage des armes à feu, est aisément compréhensible. Le terme a également été utilisé pour caractériser la décennie 1970-1980 en République fédérale d'Allemagne, alors marquée par le terrorisme d'extrême gauche de la *Rote Armee Fraktion* (RAF). L'expression est parfois utilisée dans d'autres pays d'Europe pour désigner une période chronologique semblable.

Qu'est-ce qui explique son usage en Belgique en particulier? En partant du contexte international, faisons un plongeon dans le temps. Revenons 40 ans en arrière. Les années 1980 représentent une époque qui paraît proche et lointaine à la fois. Une époque qui, notamment en Belgique, a laissé de vifs stigmates...

La dernière décennie de la Guerre froide dans le monde (1981-1989)

Une Guerre froide... qui se réchauffe

Dans le monde, la première moitié des années 1980 est marquée entre autres par un «réchauffement» de la Guerre froide et un «refroidissement» des relations est-ouest. Ronald Reagan, 40^e président des États-Unis d'Amérique élu en 1981, veut donner à son pays – dont l'influence sur le monde occidental s'est quelque peu affaiblie suite au choc pétrolier de 1973 et l'échec de la guerre du Viêt Nam en 1975 – les moyens militaires de «défendre la liberté et la démocratie».

Reagan entend mener une « croisade anticommuniste », une « lutte de tous les instants » contre ce qu'il appelle « l'empire du mal », l'URSS. Pour la mener à bien, il réduit les dépenses publiques, double le budget de la défense, investit dans l'armement et développe une politique internationale relativement ferme. Son slogan? *America is back*, l'Amérique est de retour sur le devant de la scène internationale.

Les interventions américaines directes et indirectes augmentent un peu partout sur la planète. On compte, sur toute la décennie, une dizaine d'interventions « officielles »: en Afghanistan (dès 1979, afin de lutter contre l'invasion de la région par l'URSS), au Salvador (1980), au Nicaragua (1981), au Liban (1982), à Grenade (1983), en Libye (1986), en Iran (1988), aux Philippines (1989) ou encore au Panama (1989). Les États-Unis souhaitent soutenir les gouvernements menacés par la guérilla communiste partout dans le monde, et apportent leur aide à divers mouvements de rébellion anticommunistes. L'URSS est loin de rester inactive et s'engage plus profondément en Asie, au Moyen-Orient (en 1979 en Afghanistan par exemple), mais aussi en Amérique du Sud, voire en Afrique, dès la seconde moitié des années 1970.

En 1983, le président américain annonce la mise en place de l'Initiative de défense stratégique (IDS) – baptisée par les journalistes « guerre des étoiles » – qui consiste en un dispositif spatial permettant de détruire en vol les missiles nucléaires stratégiques envoyés vers les États-Unis. Voilà qui n'est pas à l'avantage de l'URSS: si les Américains n'ont plus à craindre un bombardement nucléaire soviétique, rien ne les empêche, eux, d'attaquer.

Course aux armements et « crise des euromissiles »

Ce programme permet ainsi à Reagan de faire pression sur l'ennemi soviétique au moment de la « crise des euromissiles ». Au début de la décennie, Reagan accélère aussi la course aux armements. En réaction au stationnement de missiles nucléaires de moyenne portée SS-20 en Europe de l'Est par l'URSS au cours des années 1970, l'OTAN installe des missiles de croisière en Europe. Il s'agit surtout de fusées Pershing II américaines. C'est la première fois depuis les années 1960 qu'un arsenal américain à base de missiles capable de frapper l'URSS est installé sur le sol européen. Deux arsenaux de missiles aux capacités de destruction conséquentes se font alors face, non sans susciter tensions internationales et émoi des opinions publiques.

Ainsi, divers mouvements de paix européens (RFA, Pays-Bas) contestent vivement cette « bataille des euromissiles » aux conséquences potentiellement désastreuses.

La Belgique est concernée par cette décision de l'OTAN. Comme ailleurs en Europe, cette dernière suscite une vive opposition de l'opinion publique et des socialistes du gouvernement de l'époque, qui du coup, retarde dans un premier temps la délivrance de son accord à l'installation des missiles sur le territoire national. Cependant, l'élite militaire et diplomatique belge, favorable à l'Alliance atlantique et relativement encline à suivre la ligne dictée par les États-Unis, va accomplir les divers préparatifs nécessaires à l'application de la décision de l'OTAN. Les missiles sont installés sur le territoire en 1983. Selon le journaliste et auteur Marc Reynebeau, une fois cette installation effective, plusieurs hommes politiques se seraient sentis « trompés » par leur propre bureaucratie militaire et diplomatique : ils eurent l'impression que par fidélité à l'OTAN, cette dernière avait engagé la Belgique dans une aventure dans laquelle la politique n'avait rien eu à dire. Et Reynebeau de conclure : « La leçon était dure, mais elle permit au monde politique de prendre conscience que, sur le terrain international également, il avait à prendre les choses en main ». En clair, et ce dès le début de la décennie, une partie des hommes politiques belges se méfie de l'armée.

Les tensions internationales ne diminueront progressivement qu'avec, en 1985, la nomination à la tête de l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, qui exercera une politique de détente à laquelle le bloc de l'Ouest sera réceptif. Le rythme effréné de la course à l'armement imposé par Reagan oblige l'URSS à s'aligner dans une compétition que finalement, elle n'a ni les moyens techniques ni financiers de remporter. C'est en 1987, au sommet de Washington, qu'URSS et États-Unis s'entendent pour un retrait des missiles en Europe et un démantèlement nucléaire.

Extrémistes, « barbouzeries » et terrorisme en Belgique (fin des années 1970-1985)

En Belgique, le climat est surtout celui d'une « insécurité économique et sociale de plus en plus importante ». Le chômage prend son envolée et devient un phénomène structurel massif et durable tandis que la récession économique, qui suit le premier choc pétrolier de 1973, accroît les différences d'ordre socio-économique au sein de la

population et forme, de la sorte, le terreau favorable au développement de préoccupations sécuritaires. Les auteurs de *l'Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours* affirment que « les années » 80 comptent [...] parmi les plus noires de l'histoire judiciaire du pays en raison du nombre et de la gravité des affaires criminelles qui défrayent la chronique ». Le tout se déroule sur le fond d'une crise sociale, qui découle entre autres d'une seconde crise pétrolière intervenue en 1979.

Le Vlaamse Militanten Orde et le Front de la Jeunesse (années 1970-1981)

Dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, mais surtout à partir des années 1970 et jusqu'aux années 1980 encore, la Belgique est confrontée à l'accroissement des activités de certaines organisations groupusculaires extrémistes de droite. Ces groupes montent des camps paramilitaires, entraînent leurs membres à des techniques de survie et de combat, mais surtout, multiplient provocations et violences à l'encontre de gens issus de communautés immigrées ou de concitoyens affichés comme communistes ou même parfois simplement de gauche. Ce sont notamment les exemples des organisations *Vlaamse Militanten Orde* (VMO) et Front de la Jeunesse (FJ).

La première est un groupe d'action nationaliste flamand d'extrême droite, fondé en 1949. Ses membres ont créé des camps d'entraînement clandestins et s'y sont entraînés au combat. Dans les années 1970 surtout, ils ont attaqué des cafés tenus par des immigrés et ont été impliqués dans de multiples affrontements armés contre des militants de gauche. La seconde organisation, tout aussi à droite, est créée en 1973 et dirigée par Francis Dossogne. Les membres du Front de la Jeunesse n'ont rien à envier à leurs collègues flamands. Entre 1974 et 1981, ils attaquent les maisons des jeunes de Forest et de Schaerbeek et passent à tabac des militants communistes.

À noter que de l'autre côté de l'échiquier de l'activisme politique en Belgique, on n'est pas en reste. Les provocations des jeunes du VMO ou du FJ ne manqueront pas d'entraîner régulièrement des répliques tout aussi violentes de la part de groupes d'extrémistes de gauche, tels les anarchistes du « groupe Lambert », qui n'hésitent pas à se battre au moyen de barres de fer, bâtons cloutés et autres cocktails Molotov, et à provoquer les forces de l'ordre lorsqu'elles en ont l'occasion.

Les méfaits du VMO et du FJ sont répertoriés par la commission Wijninckx, commission d'enquête installée le 19 juin 1980 et chargée « d'étudier les problèmes relatifs au maintien de l'ordre en général et plus spécialement au respect et à l'application des lois interdisant les milices privées ». La commission conclut en 1981 que le FJ comme le VMO sont hors-la-loi. Leurs responsables sont arrêtés et inculpés.

NEM et Pour : extrêmes droite et gauche s'invectivent dans la presse

L'intensification de l'affrontement entre les deux grands blocs idéologiques s'incarne aussi en Belgique, au début des années 1980, au sein d'une certaine presse.

À l'extrême droite, on trouve le *Nouvel Europe Magazine*. Parmi ses contributeurs récurrents, un certain Francis Dossogne. Au sein de ses nombreux articles, l'homme dit s'inquiéter de la subversion communiste qu'il voit un peu partout : dans la programmation télévisuelle, l'enseignement, la culture... Dans un style paranoïaque, les rédacteurs du *NEM* dépeignent leur vision de la société belge, toujours victime de plus de complots. Ils accusent régulièrement la gauche médiatique de manipulation de l'opinion et se font l'écho de publications dénonçant la collusion entre le « gauchisme terroriste, les mouvements régionalistes, les écologistes et le communisme » qui font cause commune pour le compte du « communisme international ». Ils attaquent l'immigration, qualifiée d'« invasion de gens différents » dont la finalité sera probablement de « détruire l'Occident ». Difficile de ne pas penser aux discours populistes qui (re) fleurissent un peu partout en Europe de nos jours.

De l'autre côté, l'hebdomadaire de gauche *Pour*. Les deux organes s'en prennent nommément l'un à l'autre à plusieurs reprises. Qualifié par le rédacteur en chef du *NEM*, le virulent pamphlétaire Émile Lecerf, de « feuille stalinienne », véritable « officine de subversion » dont il convient de démontrer « la collusion avec l'impérialisme soviétique », le « vrai fascisme », *Pour* enquête sur certaines pratiques de la police judiciaire ou des services secrets militaires (SGR et SDRA) et les accuse, aux côtés de la Sûreté de l'État et de la gendarmerie de « frapper à gauche, toujours à gauche ». La Sûreté est désignée comme un « service illégal dont on ne compte plus les méfaits » qui « couvre des trafics d'armes » et « établit des dossiers personnels illégaux sur tous les démocrates et progressistes », le tout au moyen de « finances occultes ». Des trafics d'armes et de drogue, le « fichage illégal de dizaines de milliers de syndicalistes, de militants politiques, etc. », et

des « liens occultes avec l'extrême droite fasciste » dans le chef de la gendarmerie, via le BIC² et le BND³, sont rapportés. *Pour* dénonce la « droitisation » progressive de l'État, des services de police, de la gendarmerie ou encore de l'armée et l'impunité dont ces derniers jouissent: « [à l'armée], si vous faites partie de l'extrême droite, on fait remarquer que ce n'est pas incompatible avec l'état de militaire et que de plus, il ne faut pas s'immiscer dans la vie privée des gens. Si vous faites partie d'un mouvement de gauche, ou même écologiste [...], vous êtes dégradé et exclu sans aucune autre forme de procès ».

SGR et SDRA

Le Service général de renseignement, ou SGR, est l'ancêtre de l'actuel Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS): ce sont les services secrets militaires de la Belgique, dépendant du ministère de la Défense. Le Service de documentation, de renseignement et d'action était l'une de ses composantes. Il était lui-même subdivisé en une dizaine de sections ayant chacune sa spécificité. L'organisation interne de nos services secrets militaires ayant été réformée depuis, le SDRA n'existe plus en tant que tel aujourd'hui.

Les barbouzeries de Paul Latinus et de son groupuscule secret Westland New Post (1979-1984)

Avant sa dissolution, et plus précisément à partir de 1978, le Front de la Jeunesse dont nous parlions plus haut est restructuré par un certain Paul Latinus. Un personnage entouré de beaucoup de mystère encore aujourd'hui. Secret et énigmatique, l'homme n'a pas laissé beaucoup d'informations à son sujet. Né en 1950, il obtient un diplôme d'ingénieur technicien en physique nucléaire avant d'être employé par une firme pharmaceutique de Genval, en 1974. En 1977, il est administrateur délégué de la société Vidac, avant de devenir employé à l'ONEM dès l'année suivante. Au début des années 1980, Latinus est proche de plusieurs organisations progressistes (« Les Amis de la Terre », « Infor-Jeunes » de Woluwé) tout en étant cadre temporaire au cabinet de la PSC Cécile Goor, secrétaire d'État à la région bruxelloise. Personne ne soupçonne alors qu'il joue un rôle dans l'une des organisations d'extrême droite les plus actives de l'époque.

Jusqu'à ce qu'en janvier 1981, l'hebdomadaire socialiste *Pour* publie un article révélant au grand jour les activités de Latinus au

sein du FJ. Ces révélations poussent l'homme à fuir à l'étranger pendant quelques mois, avant de discrètement revenir au pays. Elles entraînent aussi une vengeance de la part de sympathisants du Front: tôt dans la nuit du 5 juillet 1981, une demi-douzaine de motards boute le feu aux locaux de l'hebdomadaire, dont il ne restera que des cendres. Le journal ne parviendra pas à s'en remettre. Des numéros sont encore publiés jusque début 1982, puis il cesse de paraître⁴.

L'article de janvier 1981 apprend aux lecteurs de *Pour* que Latinus, outre le fait qu'il soit un agent infiltré de l'extrême droite dans des milieux et organisations de gauche et d'extrême gauche, a restructuré le FJ afin de le rendre le plus efficace possible. Le Front a aussi pu compter sur Latinus pour développer en son sein un véritable service de renseignement, avec fichage systématique et précis d'organisations et de personnalités de gauche et d'extrême gauche. Mais ce n'est pas tout. Entre 1979 et 1981, Latinus fonde avec les membres les plus radicaux du FJ le *Westland New Post* ou WNP, qui constitua en fait le bras armé très secret de l'organisation politique du FJ.

Inconnu de la justice au moment de la mise hors-la-loi du FJ, le WNP survit à sa disparition. Le groupuscule reste encore aujourd'hui, comme son fondateur, entouré de zones d'ombre. C'est surtout de l'enquête menée par René Haquin que nous provient la majorité des faits connus à son sujet.

En août 1983, un jeune homme, Marcel Barbier, est arrêté pour une simple querelle de rue. La police, dans le cadre de son interpellation, fouille son appartement à Bruxelles. Elle y trouve, parmi des armes et des emblèmes nazis, de nombreux documents et télex confidentiels volés à l'OTAN, des plans de projets d'attentats, ou encore des dizaines de fiches sur des personnalités politiques et des organisations. Barbier déclarera alors que l'ensemble de ces documents appartient au WNP, duquel il fait partie.

Selon les dires de ses membres, le WNP est une organisation secrète de lutte contre l'URSS et ses partisans en Belgique. Sa mission principale serait de traquer et d'éliminer des agents du KGB présents sur le territoire. Il a effectivement été prouvé que le WNP s'était structuré en véritable service de renseignement, dont le but était de récolter des informations sur les milieux de gauche et d'extrême gauche. Par ses diverses actions, le groupe devait aussi montrer les lacunes existant dans la sécurité de l'OTAN. L'organisation est structurée comme un véritable réseau secret: cloisonnée de l'intérieur,

TABLE DES MATIÈRES

Préface	5
Introduction	7
I Les années 1980 en Belgique : nos « années de plomb »	9
Introduction : les <i>Anni di piombo</i> en Italie (1969-1980)	9
La dernière décennie de la Guerre froide dans le monde (1981-1989)	10
Une Guerre froide... qui se réchauffe	10
Course aux armements et « crise des euromissiles »	11
Extrémistes, « barbouzeries » et terrorisme en Belgique (fin des années 1970-1985)	12
Le <i>Vlaamse Militanten Orde</i> et le Front de la Jeunesse (années 1970-1981)	13
NEM et <i>Pour</i> : extrêmes droite et gauche s'invectivent dans la presse	14
Les barbouzeries de Paul Latinus et de son groupuscule secret <i>Westland New Post</i> (1979-1984)	15
Première phase des tueries du Brabant (1982-1983)	19
L'attaque de la caserne de Vielsalm et les manœuvres Oesling (1984)	21
Le terrorisme rouge des Cellules communistes combattantes (1984-1985)	23
<i>La « campagne anti-impérialiste d'octobre » 1984</i>	24
<i>L'attentat de la rue des Sols (1^{er} mai 1985)</i>	25
Seconde phase des tueries du Brabant (1985)	25
Les derniers actes des CCC (octobre-novembre 1985)	26
Les liens troubles de la Sûreté de l'État et du SGR	28
Conclusion : à l'aube de la dernière décennie du xx ^e siècle, un bilan effarant qui pose question	32

II	1990-1991 : l'affaire Gladio	35
	Introduction	35
	Le scandale médiatique de l'« affaire Gladio » (novembre 1990)	35
	Les révélations venues d'Italie	35
	Les déclarations du Ministre de la Défense	36
	L'affaire Gladio dans la presse francophone	37
	La dissolution du <i>Stay behind</i> belge et la première « version officielle » des faits à son sujet	42
	La commission d'enquête sénatoriale et le problème de l'identité des agents civils du <i>Stay behind</i> (décembre 1990-juillet 1991)	44
	Les premières publications (1991)	47
	Gladio	47
	<i>Présentation</i>	47
	<i>Analyse</i>	52
	Georges 923 : Un agent du Gladio belge parle	54
	<i>Présentation</i>	55
	<i>Analyse</i>	58
	Conclusion : la fin du début	60
III	Les représentations du <i>Stay behind</i> depuis 1991	61
	Introduction	61
	Les résultats de l' <i>Enquête parlementaire sur l'existence en Belgique d'un réseau de renseignements clandestin international</i> (1991)	61
	Apparition du <i>Stay behind</i>	61
	SDRA VIII : des informations rassurantes	62
	Une STC/Mob un peu moins opaque	63
	Des extrémistes formés à tirer pour tuer, financés par l'étranger ?	65
	Un lien avec l'OTAN ou avec la gendarmerie ?	66
	Le <i>Stay behind</i> et <i>Oesling 1984</i>	67
	D'autres réseaux	67
	Il y a un « mais »	68
	Le documentaire <i>Gladio</i> d'Allan Francovich (1992)	69
	Les « gladiateurs » ? Des terroristes !	69
	Les tueurs fous du Brabant démasqués ?	70
	Une « théorie du complot » bien née	73
	La littérature de la fin de l'affaire Gladio à nos jours	75

La stratégie de la tension « à la belge »	75
<i>Les ouvrages majeurs</i>	75
<i>Les ouvrages secondaires</i>	81
<i>D'autres symptômes du doute persistant</i>	87
<i>Synthèse analytique du courant complotiste</i>	88
Les errements des auteurs non conspirationnistes	91
<i>Des ouvrages peu retentissants</i>	91
<i>Synthèse analytique du courant non conspirationniste</i>	98
Quelques curiosités supplémentaires	100
Conclusion : une opinion durablement fracturée	102
IV Le mythe du « Gladio belge » démystifié	105
Introduction	105
Les travaux de Gérard Arboit et Hervé Hasquin	105
Gérard Arboit, historien français spécialiste du renseignement et des relations internationales	105
Hervé Hasquin, historien et corapporteur de la commission sénatoriale	109
L'ouverture progressive de nos services secrets militaires	110
L'exposition <i>Classified</i> : une occasion manquée?	110
Le colloque <i>The Private Cold War in Western Europe</i> au CEGESOMA	112
Les témoignages des « anciens » du SDRA VIII	114
Quel « Gladio »?	115
Le cas André Moyen	117
Le faux document <i>Westmoreland</i>	118
L'OTAN	118
CIA et MI6	119
Un combat intérieur?	120
Le sabotage	120
L'armement	122
Le financement	123
Vielsalm et <i>Oesling 84</i> : le <i>Stay behind</i> à la manœuvre?	124
Des gendarmes, militaires ou paramilitaires parmi les agents?	126
L'extrême droite	126
Les tueries du Brabant	128
Une nouvelle histoire rendue possible	129

V	Le véritable SDRA VIII (1949-1991)	131
	Introduction : « <i>Vous savez, la commission sénatoriale n'a pas tout dit...</i> »	131
	Retour sur le contexte et les premières étapes de la création du <i>Stay behind</i> en Belgique	132
	Les différents responsables de la section	134
	La vraie structure du SDRA VIII	137
	Le personnel « permanent »	137
	<i>Une structure mal comprise par la commission d'enquête</i>	137
	<i>La formation des instructeurs</i>	138
	<i>La couverture béton des « Chapeaux beaux »</i>	139
	Le personnel « clandestin »	140
	<i>Rappel des missions</i>	140
	<i>Une organisation bien plus étendue qu'il n'y paraît</i>	142
	<i>La partie immergée de l'iceberg</i>	143
	Comment cela fonctionne-t-il en temps de paix?	144
	En cas de guerre : l'activation des réseaux	146
	Le rôle primordial des Bases à l'étranger	151
	Méthode et critères de recrutement	152
	Les critères généraux	152
	Les critères OAC, OMC et E & E	153
	<i>Les organisations rouges</i>	153
	<i>Les organisations noires</i>	154
	<i>Les organisations de ramassage</i>	154
	Les critères OCI	155
	Les enquêtes de sécurité	155
	La formation des agents secrets	157
	Avant tout	157
	Une instruction secrète de plusieurs années	157
	Le tronc commun	158
	La formation des agents de filières	159
	La formation OCI	159
	Une coordination indispensable avec la STC/Mob	160
	Quelques exemples d'exercices	160
	Des exercices à différentes échelles	161
	Les clandestins « à l'œuvre »	162
	<i>Les exercices impliquant les agents de filière</i>	162

<i>Les exercices impliquant les agents OCI</i>	163
L'exercice Jonathan Livingstone (1987)	164
Quelques éléments matériels	164
Le matériel radio	165
La question des armes	166
VI 1991, fin et début : retour sur la fin du <i>Stay behind</i> et la commission sénatoriale	169
Introduction	169
De l'« irresponsabilité » politique de certains	169
Que savait le monde politique ?	171
Les Premiers ministres	171
Les ministres de la Justice	173
Les ministres de la Défense nationale	174
Le cas Coëme, l'affaire Binet et la restructuration du SGR	175
Certains sortent du silence, d'autres s'y enferment	178
L'avis des anciens du SDRA VIII sur la commission sénatoriale	179
Une commission orientée ?	179
« Portes closes, mais fenêtres ouvertes »	179
Les noms resteront secrets	181
Conclusion	185
Table des acronymes	191
Bibliographie	193
Annexe 1	199
Annexe 2	205
Annexe 3	207
Annexe 4	210
Annexe 5	211
Annexe 6	214

Notes	215
Index des noms des personnes et d'organisations	221
Remerciements	225

Mise en pages : MC Compo – www.mccompo.be
Couverture : Dominique Hambÿe

L'éditeur et l'auteur se sont efforcés de régler les droits relatifs aux illustrations conformément aux prescriptions légales. Les détenteurs de droits que, malgré nos recherches, nous n'aurions pas pu trouver, sont priés de se faire connaître à l'éditeur.

Toutes reproductions ou adaptations d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque procédé que ce soit, réservées pour tous pays.

© Éditions Racine, 2023
Tour & Taxis, Entrepôt royal
86C, avenue du Port, BP 104A • B-1000 Bruxelles
www.racine.be

D. 2023, 6852. 31
Dépôt légal : octobre 2023
ISBN 978-2-39025-262-7

Imprimé aux Pays-Bas